Logements Terres et Biens AoR
Cluster Protection
Burkina Faso

Violence Basée sur le Genre
Cluster Protection
Burkina Faso

Cluster Protection
Burkina Faso

Protection de l'Enfant AoR
Cluster Protection
Burkina Faso

Lutte Anti-Mines AoR
Cluster Protection
Burkina Faso

# BULLETIN D'INFORMATION DU CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU SAHEL AU BURKINA FASO

1ER OCTOBRE– 31 DECEMBRE 2024

## ■ CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU SAHEL

### Réunions de coordination du cluster protection de la Région du Sahel

Les trois rencontres mensuelles planifiées durant le trimestre ont pu être organisées par le Cluster protection sous national de la région du Sahel.

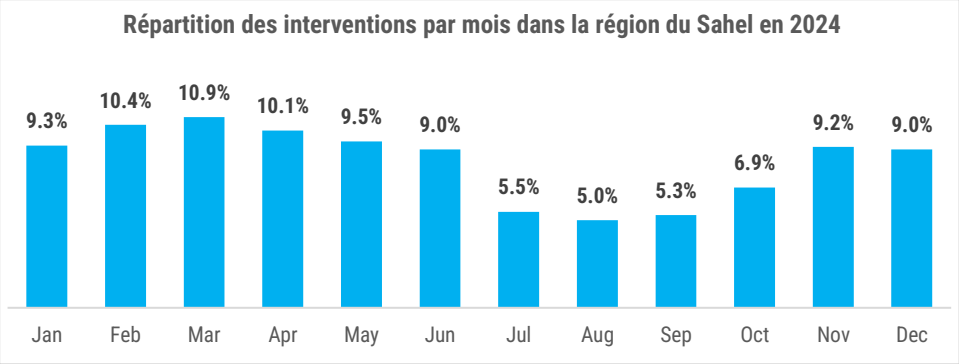
» Le 12/11/2024, la rencontre mensuelle du mois d'octobre du Cluster protection sous-national de la région du Sahel s'est tenue en présentiel dans la salle de réunion du HCR/Dori et en ligne sur Teams. Cette plénière a connu une participation de 21 personnes, réparties dans les organisations et structures suivantes : agences du système des Nations Unies (UNHCR), associations locales et ONG nationales (MBDHP, ACD-NAANGUE, CGS, ASUKGI, Association APPDL, SUKABE GINAN, ECLUD, Gdoc, ADRN/SB, Association Sahel Résilience, APFES), ONG internationales (Oxfam, IRC, Plan International, HI, CREDO, VSF), coordination (Cluster Protection, AOR VBG, CPAoR, AoRLTB). À l'issue des présentations des différents AoR et groupes de travail, la principale recommandation à retenir est la nécessité d'une cartographie des services de protection générale afin de faciliter les référencements.

» 28 personnes ont participé à la rencontre mensuelle de novembre du 26/11/2024 du Cluster protection sous-national de la région du Sahel. Elle a eu lieu en présentiel dans la salle de réunion du HCR/Dori et en ligne sur Teams. Une doléance du Directeur de la Maison d'arrêt et de correction auprès des organisations pour un appui aux pensionnaires de la maison d'arrêt, en particulier les PDI, a été partagée au cours de la réunion.

» La plénière du mois de décembre du Cluster protection sous-national de la région du Sahel a été tenue le 17 décembre 2024 dans la salle de réunion du HCR/Dori. Elle a connu la participation de 30 personnes qui ont échangé sur diverses thématiques en vue d'améliorer les interventions en lien avec la protection. Les participants étaient des staffs des *structures techniques de l'État, des agences du système des Nations Unies, des associations locales et des ONG nationales, des ONG internationales et de la coordination*.

### Matrice harmonisée des réalisations des membres du Cluster Protection de la Région du Sahel avec le paquet de réponses (janvier-décembre 2024[1])

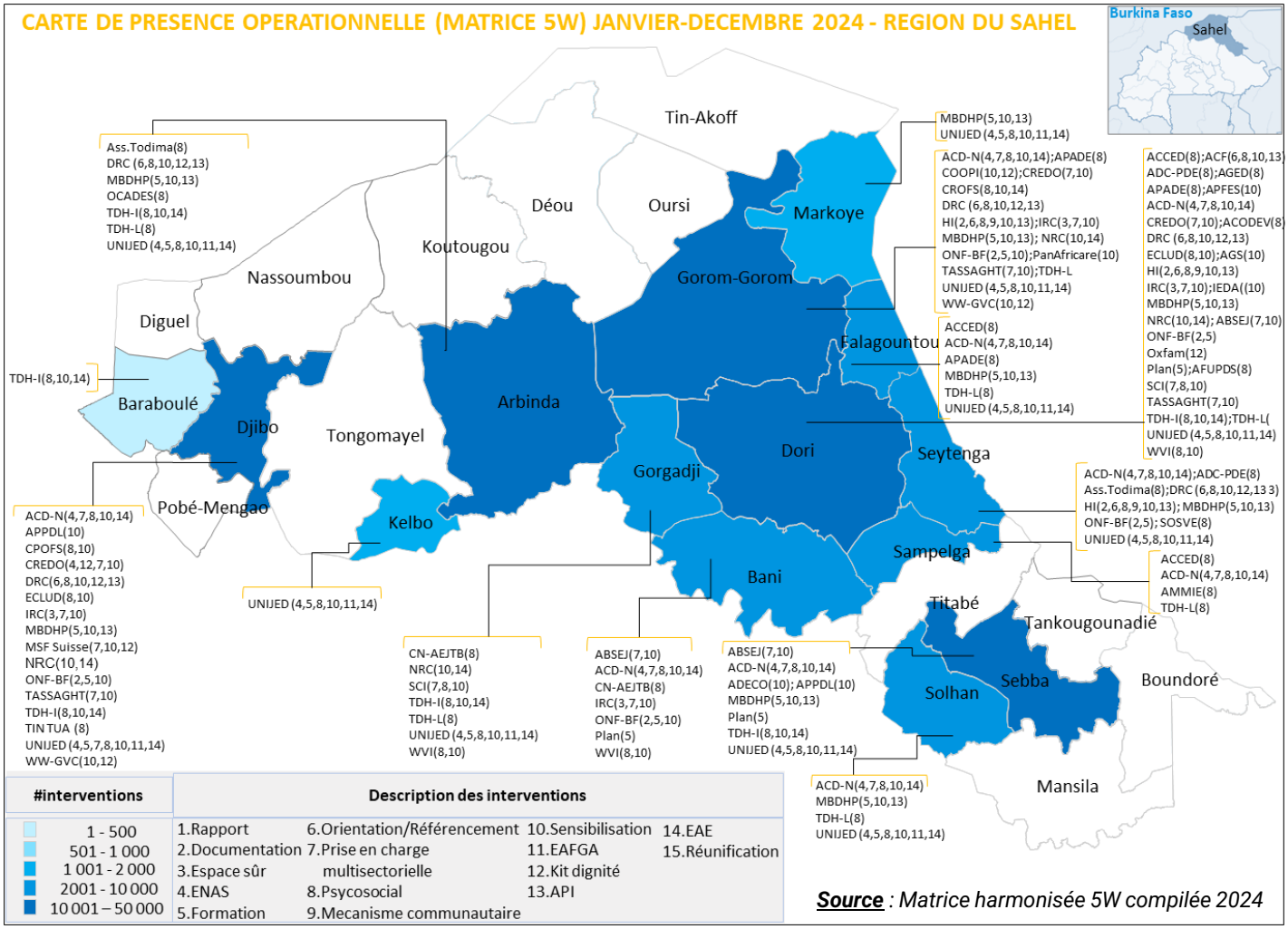
Durant l'année 2024, 41 organisations de financement que sont *ABSEJ, ACD Naangué, ACF, ACODEV, AFUPDS, AGED, AGS, AMMIE, APADE, APFES, APPDL, BHA, CB, COOPI, CREDO, DRC, FHRAOC, HI, IRC, MBDHP, MSF Suisse, NRC, OIM, ONF-BF, Oxfam, PAM, PanAfricare, PLAN, PRM, SCI, SOSVE, TDH-I, TDH-L, TdH-Suisse, TIN TUA, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNIJED Afrique, WVI, WW-GVC* ont facilité les interventions en lien avec la protection dans la région du Sahel. Le mois de mars est celui qui a connu plus d'interventions selon les données rapportées par les matrices 5W tandis que le mois d'aout en a connu moins. La répartition des interventions selon les mois se présentent comme montre le graphique ci-contre.




***Source*** *: Matrice harmonisée 5W compilée 2024*

14 communes ont été touchées par les mises en œuvre à travers les structures suivantes : OCADES, SOSVE, DPGSNFAH, AMMIE, Oxfam, MSF Suisse, APPDL, COOPI, ADC-PDE, ADECO, AGED, WVI, CN-AEJTB, IEDA Relief, ACODEV, ACCED, AGS, Association Todima, APADE, TDH-L, ONF-BF, DRC, CPOFS, PLAN, WW-GVC, ECLUD, ABSEJ, AFUPDS, TASSAGHT, SCI, CROFS, PanAfricare, APFES, TIN TUA, CREDO, HI, ACF, TDH-I, NRC, MBDHP, IRC, ACD Naangué, UNIJED Afrique. La carte ci-dessous indique la présence des acteurs dans les différentes communes et le nombre d'interventions.

[1] *Les chiffres utilisés dans cette section sont des sommations des données rapportées à travers les matrices 5W. Ils ne correspondent pas au nombre calculé de personnes touchées par les interventions*




## Activités de protection réalisées dans le cadre du Projet « De la programmation de la protection basée sur la communauté à la programmation de la protection dirigée par la communauté : les personnes au centre de la réflexion sur la manière d'atténuer efficacement les effets néfastes des conflits prolongés et du changement climatique » ; Oxfam, UNIJED/Afrique

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet susmentionné, UNIJED/Afrique, partenaire de mise en œuvre de l'ONG Oxfam a mené diverses activités.

- ✓ Renforcement des capacités des Structures de Protection Communautaires : Le 19 novembre 2024, 02 sessions de formation ont été organisées au profit des structures de protection communautaires sur le secourisme et la prévention contre les abus et l'exploitation sexuels à Dori et Gorom-Gorom. Ces sessions ont permis de toucher 79 personnes, dont 58 femmes et 21 hommes.
- ✓ Réunion de dialogue entre les communautés, les autorités locales, communales et les leaders communautaires : Le 02 décembre 2024 à Dori et Gorom-Gorom, une réunion a permis de toucher un total de 60 personnes, dont les autorités locales, les leaders communautaires et religieux, les membres des structures de protection communautaires et les services déconcentrés de l'État. L'objectif de cette réunion était de faire l'état des lieux des problèmes identifiés lors de la phase 1 de la réunion de dialogue, de suivre les recommandations précédentes et de réactualiser les problèmes rencontrés par les communautés de Gorom-Gorom et de Dori.
- ✓ Installation/réparation/Réhabilitation de lampadaires solaires : En octobre 2024, 18 lampadaires ont été installés à Gorom-Gorom et 20 réparés à Dori. Cette action a contribué à créer des espaces plus sécurisés afin de réduire les risques de protection, notamment les cas de VBG et les agressions physiques. Ils contribuent donc à un sentiment de sécurité et de vivre-ensemble amélioré, en favorisant les rencontres dans l'espace public. Les points d'implantation des lampadaires ont été identifiés en concertation avec les membres de la communauté et les autorités locales.
- ✓ Appui à la documentation civile : Dans le cadre de l'appui aux personnes vulnérables, 500 personnes ont été dotées de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) à Gorom-Gorom à travers un protocole signé entre Oxfam et la Direction Provinciale de la Police Nationale de l'Oudalan. Ces personnes ont été identifiées avec l'appui de la Direction Provinciale de l'Action Humanitaire de l'Oudalan.

- ✓ Autonomisation/réinsertion socio-économique des survivant.es de VBG : Afin de répondre à leurs besoins et de renforcer leur autonomisation et réinsertion, 20 femmes et filles, dont 10 à Gorom-Gorom et 10 à Dori, ont bénéficié d'appuis matériels pour mener des activités leur permettant de se prendre en charge ainsi que de subvenir aux besoins de leur famille. Il s'agit d'activités telles que la saponification, la vente de beignets, la vente de condiments, le petit commerce, la restauration et la vente de bouillie de petit mil.
- ✓ Formation des organisations locales et des comités locaux (de protection, de plaintes) en matière de plaidoyer humanitaire les 09 et 10 décembre 2024 à Dori : Cette activité a permis de toucher 20 personnes, dont 10 femmes et 10 hommes. Elle a permis d'outiller les organisations locales et les comités locaux en matière de plaidoyer à travers des connaissances théoriques et pratiques, et d'accompagner les comités dans l'élaboration de plans d'action de plaidoyer pour soutenir leurs activités.
- ✓ Distribution de kits de protection et dignité aux ménages vulnérables à Dori : Distribution de kits de protection à 110 ménages vulnérables PDI et hôtes à Dori et des kits de dignité à 110 femmes et filles issues de ces ménages. Kits composés de Nattes, Couvertures, lampes torches, postes radio, Leggin (Culotte en Coton), pommades corporelles, serviettes réutilisables et de pagnes en coton au cours du mois de décembre 2024.
- ✓ Réalisation des activités de sensibilisation : Des séances de sensibilisation ont été réalisées à Dori et Gorom-Gorom et ont porté sur les services de prise en charge disponibles, les droits humains, la cohésion sociale, les dénis d'accès aux ressources et opportunités, le travail des enfants et le mariage des enfants. Ces activités ont permis de toucher 1479 personnes, dont 620 femmes, 308 hommes, 370 filles, 181 garçons et 33 personnes handicapées.

*« Sensibilisations communautaires sur les risques de protection » © UNIJED Afrique*

*« Opération de délivrance de CNIB à Gorom-Gorom » © UNIJED Afrique*

*« Distribution des Kits de protection et dignité à Dori » © UNIJED Afrique*

## Activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Réponse d'urgence multisectorielle rapide et efficace aux populations vulnérables affectées par le conflit au Burkina Faso » financé par BHA, DRC

- ✓ **Appui à la gestion de cas** : Dans le cadre du partenariat entre DRC et les Directions Provinciales en charge de l'Action Humanitaire de l'Oudalan (Gorom-Gorom) et de Soum (Djibo), DRC a reçu 56 plans d'actions individualisés (PAI) et leur expression de besoins pour la prise en charge de 56 femmes et filles victimes de violences basées sur le genre (VBG). Parmi elles, 18 survivantes (13 PDI et 05 hôtes) ont été victimes de violences psychologiques, 16 de déni de ressources et d'opportunités (09 PDI et 07 hôtes), 05 de violences physiques (04 PDI et 01 hôte), 02 cas de mariage forcé (01 PDI et 01 hôte), et 15 cas de violence entre partenaires intimes (13 PDI et 02 hôtes). Ces cas ont été soutenus à travers le financement des PAI, dont les besoins exprimés consistaient principalement en nourriture, en kits d'hygiène et en articles ménagers essentiels.
- ✓ **Formation des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sur la PSEA et la VBG** : Dans le but de susciter l'adhésion et l'engagement de certains acteurs dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, les violences basées sur le genre et les violations des droits de l'homme en général, la Direction Provinciale de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale de l'Oudalan a organisé un atelier de renforcement des capacités à l'intention des FDS avec l'appui financier de DRC. Cet atelier a permis d'aborder les thématiques ci-citées et vise à renforcer la contribution à la prévention et à la réponse VBG, ainsi qu'à l'exploitation et aux abus sexuels (PEAS). La session de formation a réuni un total de 30 personnes, dont 29 hommes et 01 femme.
- ✓ **Forum des femmes et des jeunes filles sur les violences basées sur le genre à Gorom-Gorom :** DRC a organisé un forum des femmes et des jeunes filles sur les VBG à Gorom-Gorom. Ce forum a vu la participation de 57 femmes et jeunes filles, dont 05 participantes des structures étatiques, 06 participantes du domaine de responsabilité VBG, 23 PDI, 05 participantes hôtes et 18 participantes des associations locales. L'objectif est de renforcer le leadership des femmes pour plaider en faveur d'une meilleure inclusion de leurs besoins dans les programmes humanitaires, renforcer les cadres de concertation entre les femmes et les filles hôtes et PDI, offrir un cadre d'échanges aux femmes et aux filles sur les problèmes qu'elles rencontrent au sein de la communauté et dans leurs services, fournir une opportunité de partage d'expériences sur les stratégies d'adaptation positives, formuler des recommandations à l'endroit des acteurs humanitaires, mais aussi chercher des solutions potentielles pour réduire l'exposition des femmes et filles aux risques de protection, et diffuser des messages sur les services de prise en charge des survivantes de VBG disponibles.

- ✓ **Activités partagées** : Les activités partagées sont des initiatives de soutien psychosocial de groupe, utilisant des activités comme médiatrices pour favoriser l'échange d'expériences, le soutien mutuel, le renforcement des relations sociales et le partage de savoir-faire local entre des personnes confrontées à des problématiques spécifiques, notamment les violences basées sur le genre (VBG). L'objectif de ces activités est de renforcer l'environnement des survivantes et survivants de VBG, de créer des espaces de rencontre et de discussion pour encourager la verbalisation des difficultés vécues, de valoriser et soutenir la capacité de chacun à apprendre, à progresser et à se renouveler. Elles visent également à promouvoir les actions d'entraide, de partage et de renforcement du lien social, à encourager les stratégies d'adaptation positives pour le bien-être psychosocial, et à susciter la reprise d'une activité socio-économique, même mineure. Parmi les **30** personnes convoquées, **27** ont participé à ces activités. Toutes étaient suivies dans le cadre du processus de gestion de cas, à risque de VBG et assistées par le DRC, bénéficiaires d'une prise en charge psychologique, ou habitantes hôtes de Gorom-Gorom. Les activités consistaient principalement en la saponification et le perlage.
- ✓ **Assistance de protection individuelle (API)** : A la suite de la mission exploratoire à Markoye, dans la province de l'Oudalan, une équipe de protection y a effectué une mission en vue d'apporter une réponse à la population dans le besoin. Ainsi, **15** cas de protection, dont **10** PDI (**07** femmes et **03** hommes) et **05** hôtes (**04** femmes et **01** homme), ont été identifiés et ont bénéficié d'assistances de protection individuelle constituées de vivres, de kits NFI et de kits abris.
- ✓ **Distribution de kits de dignité** : Au cours de cette mission à Markoye, **151** femmes et filles en âge de procréer ont été identifiées pendant les **10** groupes de discussion tenus. D'autres ont été orientées par le point focal des services en charge de l'action humanitaire et les personnes ressources. Ces personnes ont bénéficié de kits de dignité et ont été sensibilisées sur leur utilisation et la gestion hygiénique des menstrues.

### Activités du Projet « Renforcer la résilience des populations touchées par les conflits, des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil au Burkina Faso » financé par BPRM, DRC

- ✓ **Référencements :** **28** référencements ont été effectués, dont **12** PDI (**01** homme, **08** femmes, **03** garçons), **13** femmes réfugiées et **03** femmes issues de la communauté hôte. Ces personnes ont été référées à Gorom-Gorom et à Djibo vers d'autres organisations (*UNIJED, Action Humanitaire et A2N*) pour une prise en charge adéquate.
- ✓ **Sensibilisations** : **15** séances de sensibilisation ont été réalisées sur la cohésion sociale, les services disponibles, la protection de l'enfant, les VBG, les droits humains et le PSEA. Elles ont permis de toucher **421** personnes, dont **188** PDI, **197** réfugiés et **36** personnes issues de la communauté hôte.
- ✓ **Formations** : **04** formations ont été réalisées à Djibo et à Gorom-Gorom, dont **02** sur les compétences de vie courante en faveur de **60** jeunes (**18** déplacés internes, **23** réfugiés et **17** personnes issues de la communauté hôte) ; **01** formation en éducation à la gestion des conflits au profit de **29** acteurs locaux de Gorom-Gorom (**09** réfugiés : **06** hommes et **03** femmes, **15** déplacés internes : **02** femmes et **13** hommes, et **05** personnes de la communauté hôte : **04** hommes et **01** femme) ; et **01** formation sur le plaidoyer au profit des **15** médiateurs endogènes de gestion de conflit de Gorom-Gorom.
- ✓ **Assistances de protection individuelle (API)** : **02** cas, dont **01** femme réfugiée et **01** femme hôte, victimes d'incidents de protection, ont été identifiés et ont bénéficié d'une assistance de protection individuelle composée essentiellement de vivres et de kits d'abris (bâches et cordes).
- ✓ **Gestion de cas** : DRC a appuyé la prise en charge de **09** PAI en faveur de **09** femmes et filles réfugiées, victimes de VBG, dans le cadre de son partenariat avec la Direction Provinciale en charge de l'Action Humanitaire du Soum.

### Activités du Projet « Assistance humanitaire d'urgence en santé mentale et protection pour les populations affectées par le conflit et les déplacés dans les régions du Sahel, du Nord et du Centre Nord » financé par ECHO - SDC, DRC

- ✓ Dans le cadre de ces activités de monitoring de protection, DRC a réalisé à Gorom-Gorom **20** séances de séances de sensibilisations sur la cohésion sociale, l'éducation au risque d'engin explosif (EREX) ayant touché **516** personnes. En plus, il a identifié **28** cas de protection, tous des PDI dont **20** femmes et **08** hommes. Un appui à la documentation civile a été aussi apporté à **03** personnes dont **01** garçon et **02** filles PDI. **05** ateliers dont **01** formation en technique d'animation au profit des **12** membres du comité communautaire de Gorom-Gorom et **04** ateliers de mise à jour et actualisation des plans d'action des comités de l'Oudalan (Gorom-Gorom, Déou, Oursi et Oursi).
- ✓ Faisant suite à l'alerte ID : 615240920_OUDGOR du 23 Octobre 2024 relative au déplacement préventif d'environ **200** ménages (**1400** individus) venus d'Arbinda vers Gorom-Gorom centre à la suite des conditions de vie difficiles, DRC a effectué une Evaluation Rapide de Protection (ERP). Au cours de cette ERP, DRC a apporté une assistance de protection individuelle à **13** PDI (**11** femmes, **02** hommes) victimes d'incident de protection comme les incendies de biens, l'extorsion, le retrait, le pillage, le vol et les atteintes à l'intégrité physique. En outre, il a réalisation conjointement avec le partenaire HI, **17** séances de sensibilisation sur la cohésion sociale, les VBG, l'accès aux services sociaux de base, la protection de l'enfant, les PSP, etc. Ces sensibilisations ont touché **269** personnes dont **203** PDI (**121** femmes, **82** hommes) et **66** hôtes (**43** femmes, **23** hommes).

### Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Elevage phase II (PARPEL II) de l'Association Nodde Nooto (A2N)

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet **PARPEL II**, **A2N** a organisé, en novembre 2024, un cadre de dialogue inclusif dans la commune de Bani. L'objectif principal de ce cadre est de sensibiliser les populations hôtes et les populations déplacées internes (PDI) sur la prévention et la gestion des conflits communautaires, la cohésion sociale et l'accès durable et apaisé aux ressources partagées. Spécifiquement, il s'agit de :

- ✓ sensibiliser les populations hôtes et les PDI sur la prévention et la gestion des conflits communautaires ;
- ✓ sensibiliser les populations hôtes et les PDI sur la culture du dialogue et de la cohésion sociale comme vecteur de pacification des conflits communautaires ;
- ✓ créer un cadre de dialogue inclusif entre les populations locales et les PDI pour un accès durable et apaisé aux ressources partagées.

### Projet Réponse d'urgence multisectorielle pour les populations affectées par le conflit au Burkina Faso (PRUMAC) de l'Association Nodde Nooto (A2N)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Réponse d'urgence multisectorielle pour les populations affectées par le conflit au Burkina Faso » (PRUMAC), A2N a prévu le renforcement des moyens de subsistance à travers la formation professionnelle. **500** jeunes et femmes seront formés à terme dans des domaines de métiers tels que la maintenance d'ouvrages hydrauliques, l'énergie solaire, la confection de grillages, la saponification et le tissage/teinture. Des séances de formations ont été effectuées dans les communes des Seytenga, Arbinda

*« Formation en saponification à Arbinda » ©A2N*

*« Formation en énergie solaire à Seytenga » ©A2N*

### Contribution de l'Eveil Club pour le Développement (ECLUD) au bulletin du quatrième trimestre 2024

Entre octobre et décembre 2024, dans le cadre du projet d'assistance en soutien psychosocial et protection pour les populations affectées par le conflit au Burkina Faso, en partenariat avec DRC-HI, ECLUD a réalisé les activités suivantes :

- ✓ monitoring thématique sur la cohésion sociale ;
- ✓ causeries éducatives sur l'éducation aux risques liés aux engins explosifs improvisés ;
- ✓ jeux de société ;
- ✓ premiers secours psychologiques.

Ces activités ont permis de toucher **1815** personnes déplacées internes et la population hôte, composées de femmes et d'hommes. Pour les femmes, **1247** PDI ont été touchées, dont **23** personnes handicapées (PH). Du côté des populations hôtes, **128** femmes ont été touchées, dont **04** PH, portant le total à **1402** femmes. Pour les hommes, **306** PDI ont été touchées, dont **08** PH. Parmi les populations hôtes, **95** hommes ont été touchés, dont **04** PH, portant le total à **413** hommes.

## ■ DOMAINE DE RESPONSABILITE VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE (VBG)

### Les principales réalisations du département Protection et Etat de Droit de l'international Rescue Commitee (IRC) au cours de la période d'octobre à décembre 2024.

1. Atelier de formation et de travail de l'équipe de Protection et état de droit (PROL) de la Région du Sahel

Du 05 au 10 décembre 2024, l'équipe de Protection et Etat de Droit du Sahel a bénéficié d'une formation sur la protection. Cette formation, tenue à Dori, a permis à l'équipe de renforcer ses capacités sur la gestion de cas et la gestion de cas d'urgence, les outils et activités d'appui psychosocial, la réponse rapide, le monitoring de protection, ainsi que les outils d'analyse juridique. Au total **10** personnes ont bénéficié de ces renforcements de capacité.

2. Activités des 16 jours d'activisme réalisées par IRC à Dori

Dans le cadre de la campagne des **16 jours de lutte contre la violence faites aux femmes et filles** qui a débuté le 25 novembre et pris fin le 10 décembre 2024 avec pour thème : ***« lutte contre les violences basées sur le genre dans le contexte de crise sécuritaire et humanitaire : rôle et place des hommes »***, IRC a réalisé plusieurs activités à savoir :

- ✓ une émission radiophonique en direct sur le plateau de la radio Kawral de Dori le 09 décembre 2024 de 11h00 à 12h00 ayant permis de toucher environ **300** personnes dont **200** femmes et **100** hommes ;
- ✓ une conférence sur les VBG suivi d'une séance d'art plastique le 07 décembre 2024 au sein du lycée provincial de Dori au profit des élèves du lycée qui a permis de sensibiliser et d'engager **120** personnes, **52** garçons et **68** femmes pour lutter contre les VBG ;

- ✓ une session **EMAP (Engaging Men through Accountable Practice)** avec les leaders communautaires de Torodi le 03 décembre 2024 qui a connu la participation de **32** personnes dont **17** hommes et **15** femmes (**10** PDI, **22** hôtes) ;
- ✓ un Café-débat sur la structuration des OCB (organisation communautaire de base) et leur contribution à l'autonomisation sociale et économique des survivantes de VBG ainsi que des autres femmes et filles vulnérables le 28 décembre 2024 à Dori qui a connu la participation de **40** femmes au sein de la DREP de Dori.

L'ensemble de ses activités a suscité des alliés parmi les hommes pour l'éradication des VBG. Les participants étaient très satisfaits de la qualité des échanges. Plusieurs hommes et garçons présents ont promis de lutter contre les VBG, d'être des porte-paroles des femmes et de les accompagner dans leur processus d'autonomisation.

*« Photo de Famille après le café débat à Dori le 28/12/2024 » ©IRC*

*« Séance d'art plastique sur les VBG » ©IRC*

## Bilan des activités du volet violences basées sur le genre du projet « *Protection en attendant des solutions en faveur des réfugiés et PDI dans la région du Sahel* », CREDO

L'ONG CREDO, partenaire de mise en œuvre du HCR a mené plusieurs activités durant le quatrième trimestre de l'année 2024 dans la région du Sahel. Ces activités ont touché aussi bien les réfugiés que les personnes déplacées internes.

### Les activités de prévention des VBG

- Ces interventions ont lieu dans **04** communes de la région du Sahel : Dori, Djibo, Gorom-Gorom et Sebba. Elles ont permis de toucher **2163** réfugiés et PDI à travers diverses thématiques, dont les principales sont en lien avec les services de prise en charge des survivantes de VBG : les causes profondes des VBG et les moyens communautaires de prévention et d'atténuation des risques de VBG ; les conséquences et moyens de prévention du déni de ressource, d'opportunité et/ou de service, du mariage forcé et de la violence psychologique/émotionnelle ; les conséquences et moyens de prévention de l'agression physique et sexuelle, les abus et exploitations sexuelles.

| Causeries éducatives au cours du trimestre 4 de l'année 2024 par CREDO | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Commune** | **Nombre** | **Homme** | **Femme** | **Fille** | **Garçon** | **Total pers.** | **Statut Personne** |
| Dori | 24 | 104 | 221 | 115 | 67 | 507 | Réfugié |
| Djibo | 12 | 53 | 77 | 36 | 18 | 184 | Réfugié |
| Dori | 6 | 78 | 169 | 27 | 7 | 278 | PDI |
| Djibo | 11 | 40 | 93 | 64 | 47 | 244 | PDI |
| Gorom-Gorom | 10 | 128 | 300 | 112 | 40 | 580 | PDI |
| Sebba | 14 | 20 | 220 | 80 | 50 | 370 | PDI |
| **Total** | **77** | **631** | **1468** | **636** | **354** | **2163** | |

***Source*** *: CREDO*

- Une campagne de sensibilisation de masse sur les VBG a eu lieu les 17 et 18 octobre 2024 au quartier Wendou, au profit des réfugiés et autres habitants du quartier, en synergie avec le MBDHP et l'Association Centre pour la Bonne Gouvernance au Sahel. L'accent a été mis sur les thèmes suivants : les conséquences du mariage forcé ou précoce, du déni de ressources, d'opportunité et de service, de la violence psychologique et émotionnelle ; les moyens de prévention des VBG ; les services de prise en charge des survivantes de VBG ; la promotion de l'accouchement dans les centres de santé ; et l'assistance juridique. L'activité a mobilisé **212** personnes, dont **135** femmes, **38** hommes, **26** filles et **13** garçons.
- Une émission radiophonique sur les VBG a été également réalisée sur les ondes de la radio Kawral de Dori.

### La divulgation de cas de VBG

La typologie des cas de VBG divulgués au cours de la période se résume dans le tableau ci-dessous. Les auteurs présumés sont leurs partenaires, des parents proches, des inconnus et des groupes armés non identifiés (GANI). 52 cas de VBG ont été divulgués au cours de la période sous revue dans les communes de Dori (10), Djibo (09), Gorom-Gorom (13) et Sebba (20). 48 cas concernent des PDI et 04 des réfugiés.

| Type de VBG | Dori | Djibo | Gorom-Gorom | Sebba | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Déni de ressource, d'opportunité et ou de service | 2 | 1 | 3 | 5 | 11 |
| Viol | 2 | 0 | 1 | 1 | 4 |
| Agression sexuelle | 1 | 1 | 0 | 4 | 6 |
| Agression physique | 4 | 0 | 7 | 0 | 11 |
| Mariage forcé | 0 | 3 | 2 | 0 | 5 |
| Violence psychologique/ émotionnelle | 1 | 4 | 0 | 10 | 15 |
| **Total** | **10** | **9** | **13** | **20** | **52** |

***Source*** *: CREDO*

### Les activités de réponse aux cas de VBG

Les assistances apportées aux survivantes de VBG incluent des assistances en nature, des prises en charge psychosociales, des prises en charge médicales et des référencements dans les localités de Dori, Djibo, Gorom-Gorom et Sebba. La prise en charge psychosociale a touché toutes les survivantes de VBG. Une assistance en nature, suivant les besoins, a été effectuée au profit de 64 survivantes, dont 55 PDI (04 à Dori, 13 à Djibo, 13 à Gorom-Gorom, 25 à Sebba) et 09 réfugiées (05 à Dori, 04 à Djibo). Une prise en charge médicale, incluant le paiement des frais d'ordonnances, a été réalisée pour 15 survivantes, dont 03 à Dori, 02 à Djibo et 08 à Gorom-Gorom. Par ailleurs, des référencements ont permis à 04 survivantes de VBG de bénéficier de prises en charge médicale adéquate, dont 02 PDI à Dori et 02 à Djibo. Des référencements ont également été faits pour un accompagnement en activités génératrices de revenus (AGR) auprès des partenaires IRC et ECLUD, au profit de 21 survivantes (15 réfugiées, 06 PDI). 11 survivantes de VBG (05 réfugiées, 04 PDI à Djibo, 02 PDI) ont bénéficié d'une prise en charge psychologique par le biais d'un psychologue à Sebba.

### Les activités de mitigation de risque de VBG

Une distribution de bouteille de gaz a été faite au profit de 10 femmes PDI à risque de VBG à Dori.

### Autres activités

- Célébration de la journée de la jeune fille le 11 octobre 2024.
- Organisation de la campagne des 16 jours d'activisme du 25 novembre au 10 décembre 2024.
- Réalisation de 06 focus groupes de discussion par la coopérative Djam Weli/CREDO dans les quartiers Wendou et Petit-Paris de Dori, au profit des femmes et jeunes filles issues des déplacés internes, des réfugiés et des populations hôtes. Les thèmes abordés étaient *« les causes profondes des violences basées sur le genre, leurs conséquences et les moyens de les prévenir »*. Au total, 218 personnes (151 femmes, 62 jeunes filles, 05 garçons) ont été touchées par les focus groupes de discussion à Dori.
- Réalisation de 02 théâtres forums en guise de sensibilisation contre les VBG dans le quartier de Wendou à Dori. L'activité a réuni 506 personnes, dont 186 femmes (dont 02 personnes en situation de handicap), 44 hommes, 100 filles et 90 garçons.
- 01 formation en saponification a été organisée au profit de 15 femmes et filles dans le quartier Wendou à Dori.
- 01 formation en confection de foyers améliorés a été réalisée au profit de 20 femmes et filles à Wendou, Dori.
- 01 formation sur les VBG a été réalisée au profit de 26 leaders communautaires (12 femmes, 14 hommes) à Dori.

*« Théâtre forum à l'occasion de la journée de la jeune fille à Dori » ©CREDO*

*« Causerie éducative sur les VBG au profit des PDI à Sebba » ©CREDO*

*« Distribution de bouteilles de gaz au profit des femmes PDI à Dori » ©CREDO*

## Projet Femmes et Jeunes en Action pour des Ecosystèmes Durables (FAED) de l'Association Nodde Nooto (A2N)

| | |
|---|---|
| Durant les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, A2N à travers le projet FAED a procédé à une dotation de 210 kits de dignité à la Direction Provinciale de l'Action humanitaire de Gorom-Gorom, au profit des personnes déplacées internes et des hôtes vulnérables. | |

## Projet « Réponse intégrée pour l'accès aux droits et l'amélioration des conditions de vie des enfants et leurs familles affectés par la crise » UNICEF, ACD-NAANGUE

Dans le cadre du projet ***« Réponse intégrée pour l'accès aux droits et l'amélioration des conditions de vie des enfants et de leurs familles affectées par la crise »***, financé par l'UNICEF, les U-reporters, parrains et marraines d'enfants, engagés pour le bien-être des enfants en communauté et dans les écoles, ont réalisé un microprogramme radiophonique sur les conséquences des violences basées sur le genre (VBG) et la vulgarisation des services disponibles pour assister les victimes. Ce microprogramme a été une opportunité pour les jeunes de sensibiliser et d'informer leurs communautés sur les VBG. Environ 800 000 auditeurs de Gorgadji, Gorom-Gorom, Bani, Seytenga et Falagountou ont été touchés par ce microprogramme. Les jeunes ont également invité les communautés à œuvrer pour un avenir sans violence. ***« Tous ensemble, construisons un avenir sans violence »***, ont déclaré les U-reporters.

*« Enregistrement du spot de sensibilisation des « jeunes parrains/marraines d'enfants du Sahel » à la radio ©IRC*

# ■ DOMAINE DE RESPONSABILITE PROTECTION DE L'ENFANCE (PE)

## Les principales réalisations du département Protection de l'Enfant de l'international Rescue Commitee (IRC) au cours de la période d'octobre à décembre

### 1. Formation du partenaire CPOF/SOUM sur la méthodologie de Soutien aux Adolescents et leurs Familles en Situation d'Urgence (SAFE) et la gestion des Espaces Amis des Enfants (EAE)

Du 11 au 16 novembre 2024, s'est tenue une session de renforcement des capacités du partenaire CPOF/Soum sur la méthodologie de SAFE et la gestion des EAE. Cette formation a connu la participation de 30 personnes (11 femmes, 19 hommes) composées d'acteurs étatiques, des membres CCPE et des animateurs de la CPOF/Soum.

### 2. Commémoration de la 35ème Journée Internationale des Droits de l'Enfant (JIDE)

Le 20 novembre marque le jour de la commémoration de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant, date à laquelle fut adoptée la Déclaration des droits de l'enfant en 1959, et la convention relative aux droits de l'enfant (CDE), signée en 1989. Dans la région du Sahel, cette commémoration a eu respectivement lieu à Dori et Djibo le 23 novembre et le 1er décembre 2024 sous le thème « *Ecoutons l'avenir, défendons les droits de l'enfant* ». Elle a été marquée par un défilé en tenue traditionnelle, une compétition en slam, un match de football, une prestation de danse traditionnelle, des prestations théâtrales, et des repas communautaires. A cette occasion à Djibo, 100 kits scolaires ont été offerts aux enfants par le partenaire de l'IRC, la Coordination Provinciale des Organisations Féminines du Soum (CPOF/Soum).

A Dori comme à Djibo, les enfants ont interpellé l'Etat, les parents et la communauté à prendre en compte leurs opinions et à œuvrer à une meilleure protection de leurs droits dans un contexte de crises sécuritaire et humanitaire. Au total 217 personnes

(34 hommes et 47 femmes à Dori, 65 hommes et 71 femmes à Djibo) ont été sensibilisées sur le droit à la participation des enfants dans toutes les prises de décisions les concernant.

*« Participants à l'atelier de formation sur la méthodologie SAFE et la gestion des EAE à Djibo » ©IRC*

*« Commémoration de la JIDE à Djibo » ©IRC*

### 3. Formation du partenaire CPOF/SOUM sur l'approche Brighter Futures

Afin de renforcer les capacités de son partenaire, IRC a tenu 01 session de formation sur l'approche Brighter Futures du 18 au 22 novembre 2024 dans la salle de réunion de la Croix-Rouge de Djibo. Elle a connu la participation de 18 personnes (04 femmes, 14 hommes) composés d'équipes de la CPOF/SOUM, des agents de la Direction provinciale en charge de la protection de l'Enfant du Soum et des agents de santé du CMA Djibo. Il s'agit d'un programme d'intervention sur les compétences parentales conçu principalement pour des mères/accompagnantes d'enfants malnutris âgés de 0 à 5 ans.

Il vise à améliorer les résultats développementaux, comportementaux et de sécurité des enfants à risque de malnutrition ou des enfants recevant un traitement contre la malnutrition aiguë dans les contextes humanitaires. En collaboration avec le district sanitaire de Djibo, cette formation a permis aux acteurs d'acquérir les compétences requises pour animer convenablement les sessions, afin d'améliorer la prise en charge des enfants malnutris.

## Réalisations de l'Association pour la Promotion de la Paix et du Développement Local (APPDL) durant la période de Octobre à Décembre

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action annuelle, APPDL a réalisé plusieurs activités de sensibilisations au cours de la période sous revue.

- ✓ Le 15/10/2024, APPDL section SEBBA en collaboration avec les ASBC avec l'autorisation et l'appui du premier responsable du centre et des autorités locales ont animé une séance de sensibilisation sur l'importance du respect calendrier vaccinal au sein du Centre Médical Urbain (CMU) de Sebba. L'activité s'inscrit dans le cadre de la protection de l'enfant et a réuni au total 47 personnes hôtes et PDI composées de 41 femmes et de 06 hommes.
- ✓ Le 19/12/2024, APPDL section Djibo, toujours avec l'autorisation et l'appui du premier responsable du centre et les autorités locales a organisé une séance de sensibilisation au sein du Centre Médical Urbain de Djibo sur les VBG notamment le déni de ressource, le mariage précoce et le circuit de référencement. La séance a réuni un total 32 femmes PDI et hôtes.
- ✓ L'APPDL section Gorom-Gorom a aussi animé une séance de sensibilisation sur le site A des PDI le 05 octobre 2024 avec l'accompagnement et l'appui technique des autorités locales et la Direction provinciale en charge de l'action humanitaire. L'animation a porté sur les VBG notamment le mariage forcé et la non-scolarisation de la jeune fille. C'est une séance qui a réuni 56 personnes (37 femmes, 13 hommes, 08 jeunes).

*« Participants à la séance de sensibilisation à Gorom-Gorom » ©APPDL*

*« Séance de sensibilisation sur des thématiques en lien avec la protection de l'enfance à Sebba » © APPDL*

## ■ TASKFORCE MONITORING DE PROTECTION

### Monitoring de protection et assistance aux cas individuels de protection, Projet HCR-MBDHP

1. Formation et renforcements des capacités des acteurs du monitoring

Formation des gestionnaires de sites, des comités de plaintes et leaders communautaires sur la PSEA : Les gestionnaires des sites et comités de plaintes participent activement aux activités de monitoring de protection et de cohésion sociale en orientant des cas vulnérables et en facilitant les activités de sensibilisation sur les sites. Au cours de ce mois, le MBDHP a organisé 03 formations sur la PSEA avec les différents comités de sites et de plaintes dans les communes de Sebba, Arbinda et Djibo. Au total, 135 membres gestionnaires des sites, des comités de plaintes et leaders communautaires, dont 41 femmes et 94 hommes, ont pris part à ces formations. Les objectifs de ces formations étaient, entre autres, d'outiller les participants sur les concepts clés de la PSEA dans le contexte actuel de crise que traverse le pays. Il était également question de faire connaître aux comités leurs rôles et responsabilités en tant qu'acteurs communautaires dans le cadre de la PSEA et de les outiller sur les mécanismes de signalement à base communautaire.

Formation des acteurs de protection sur les concepts de protection et les risques liés aux EEI : Dans le cadre de la mise en œuvre des activités des fonds CERF, 03 formations ont été organisées à l'endroit des acteurs de protection dans les provinces du Soum et du Yagha. Les 03 formations se sont déroulées à Arbinda, Djibo et Sebba, avec pour thématiques les concepts clés de protection et l'éducation liée aux risques des EEI. Les objectifs de ces formations étaient de renforcer la compréhension des participants sur les concepts de la protection et de les sensibiliser aux risques liés aux EEI. Les formations ont concerné les membres des associations ou ONG locales œuvrant dans le domaine de la protection et des autorités civiles (délégations spéciales, santé, éducation et action humanitaire). Au total, 108 personnes, dont 72 hommes et 36 femmes, ont pris part à ces différentes formations.

Renforcement des capacités des comités mixtes de prévention et de gestion et des comités de protection sur les concepts clés de VBG, le monitoring de protection et la cohésion sociale : Dans l'optique de renforcer le dispositif de monitoring de protection et des frontières, à travers la mise à disposition d'un personnel complémentaire et la création de comités communautaires de protection, 02 formations ont été organisées à Djibo. Ces formations visaient à renforcer les capacités des comités mixtes de prévention et de gestion, ainsi que des comités locaux de protection. Les objectifs de ces formations étaient de renforcer les capacités des comités de prévention et de gestion des conflits, ainsi que des comités locaux de protection, sur les concepts clés de protection, la cohésion sociale et les concepts clés de VBG. Au total, 12 membres des comités mixtes de prévention et de gestion, et 30 membres des comités locaux de protection ont été outillés sur ces différentes thématiques.

Identifications, assistances des Personnes aux besoins spécifiques (PBS) et cas individuels de protection : Les activités de monitoring de protection qui se sont déroulées dans la région du Sahel durant ce dernier trimestre ont permis d'identifier 1625 PBS et cas de protection individuelle, dont 661 hommes, 926 femmes, 25 garçons et 13 filles. Ce sont essentiellement des malades âgés isolés, des femmes enceintes à risque de maladie, des personnes handicapées et des personnes dont les besoins primaires ne sont pas satisfaits. Parmi ces cas identifiés, 924 ont reçu une assistance. L'assistance a consisté à la prise en charge des ordonnances médicales des malades et à une assistance en nature, qui a consisté à l'achat de vivres pour certaines PBS en situation très vulnérable. 330 PBS ont reçu une assistance médicale, notamment la prise en charge des ordonnances médicales. 594 PBS ont été assistés sur le plan alimentaire (riz, huile, savon). 77 cas de protection individuelle ont été assistés. 10 cas individuels de protection ont été référés vers d'autres structures pour une prise en charge. 49 PBS ont été référées vers d'autres structures pour une prise en charge plus adéquate.

2. Cohésion sociale

MBDHP : Aucun cas de problème de cohésion sociale entre les communautés n'a été enregistré sur l'ensemble du territoire de la région du Sahel. Néanmoins, plusieurs activités ont été organisées dans un but de prévention. 34 séances de sensibilisation ont été réalisées par les moniteurs, les volontaires de protection et les membres des comités au profit des PDI, des populations hôtes et des réfugiés dans les localités de Djibo, Arbinda, Seytenga, Solhan, Gorom-Gorom, Markoye, Dori et Essakane. 2687 personnes ont été touchées, dont 1039 hommes, 1142 femmes, 241 garçons et 265 filles. En plus de ces sensibilisations, 02 théâtres forum sur la prévention et la gestion pacifique des conflits ont été réalisés sur le site A et le site C de Gorom-Gorom. Ces 02 séances, tenues les 15 et 16 octobre 2024, ont connu la participation des leaders communautaires du site A et du secteur 1, de l'action humanitaire et des comités de gestion du site A et du site C, des hôtes, des réfugiés et des PDI. Au total, environ 500 personnes ont été touchées par ces sensibilisations, dont 340 PDI et hôtes et 160 réfugiés.

Comités locaux de protection et comité mixtes : Dans le cadre de la cohésion sociale et la gestion des conflits des activités ont été menées dans les provinces du Soum, du Yagha et de l'Oudalan.

A Sebba, les comités communautaires, appuyés par le staff MBDHP-UNHCR, ont réalisé plusieurs activités de prévention et de réponse sur la cohésion sociale, le vivre ensemble et la gestion pacifique des conflits dans la ville de Sebba. Il s'agit de 06 sensibilisations de masse sur le thème de la cohésion sociale et du vivre ensemble. Les sensibilisations ont touché 476 personnes, dont 256 femmes et 220 hommes. Aussi, les comités mixtes de prévention et de gestion des conflits ont mené 12 causeries éducatives, dont 08 sur la cohésion sociale et le vivre ensemble, touchant 237 personnes, dont 140 femmes et 97 hommes, et 04 sur la gestion pacifique des conflits, touchant 118 personnes, dont 74 femmes et 44 hommes. Ces causeries ont été réalisées par les comités de protection et les comités mixtes de prévention et de gestion pacifique des conflits.

Dans les communes de Djibo et Arbinda, les membres des comités mixtes de prévention et de gestion des conflits ont mené 04 campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale, notamment sur les effets de la désinformation sur la cohésion dans les villes de Djibo et Arbinda. Ces activités ont impliqué les PDI, les populations hôtes et les réfugiés. Plus de 600 personnes ont été touchées par ces sensibilisations.

Aussi, 04 théâtres forum ont été réalisés à Arbinda et à Djibo par les comités de protection sur les thématiques de cohésion sociale et de gestion pacifique des différends entre les communautés. 778 personnes ont été touchées par ces théâtres, dont 310 hommes, 198 femmes, 165 garçons et 105 filles. 10 causeries éducatives ont été réalisées à Arbinda et à Djibo par les comités de protection sur les thématiques de cohésion sociale et de gestion pacifique des différends entre les communautés. 250 personnes ont été touchées par ces causeries, dont 152 hommes et 98 femmes.

Les membres des comités mixtes de prévention et de gestion des conflits ont mené 01 campagne de sensibilisation sur la cohésion sociale, notamment sur les bienfaits du vivre ensemble, à Gorom-Gorom. Ces activités ont impliqué les PDI, les populations hôtes et les réfugiés. Plus de 500 personnes ont été touchées par ces sensibilisations de masse.

Djam Weli : L'association Djam Weli est intervenue dans la commune d'Arbinda, dans la province du Soum, notamment avec 03 causeries éducatives sur la gestion pacifique des conflits et un atelier avec les leaders coutumiers et religieux sur l'impact de la désinformation sur la cohésion sociale. Au total, 140 personnes, dont 79 hommes et 61 femmes, ont participé à ces activités. 02 causeries éducatives sur la cohésion sociale et le vivre ensemble ont été également organisées avec la participation de 60 personnes, dont 25 hommes et 35 femmes, ont participé à ces activités. L'association a aussi organisé un atelier d'échanges sur la cohésion sociale, notamment sur la prévention des conflits dans la commune d'Arbinda. L'objectif de la formation était d'outiller 40 leaders coutumiers et religieux locaux sur les techniques de prévention et de gestion des conflits communautaires, ainsi que sur la mise en place d'initiatives locales de cohésion sociale.

CILDES : L'association CILDES a réalisé 07 causeries éducatives sur la cohésion sociale, touchant la plupart des composantes des communautés dans la ville de Djibo, avec 88 hommes et 122 femmes, soit un total de 210 personnes. 04 causeries éducatives sur la prévention et la gestion pacifique des conflits ont également touché 150 personnes, dont 65 hommes et 85 femmes, à Djibo. Au cours du quatrième trimestre de l'année, l'association a réalisé 04 théâtres forum sur la prévention et la gestion pacifique des conflits. Ces activités se sont déroulées sur les principaux sites des PDI de la ville de Djibo. Environ 985 personnes ont été mobilisées pour ces activités de théâtre, dont 420 hommes, 310 femmes, 125 garçons et 130 filles. Un atelier de formation avec les personnes ressource de la province du Soum, sur le thème « La prévention des conflits et la préservation de la cohésion sociale », a également été organisé. Au total, 40 participants (coutumiers, religieux, personnes ressources et femmes leaders) ont participé à cet atelier d'échanges sur la cohésion sociale. 07 chefs de village étaient présents à l'atelier, dont celui de Djibo et le représentant de l'Emir, Chef de canton de Djibo.

*« Atelier d'échanges sur la cohésion sociale avec les leaders coutumiers à Djibo / CILDES » ©MBDHP*

*« Séances de sensibilisation sur les risques liées aux EEI » ©MBDHP*

*« Sensibilisation sur la cohésion sociale à Essakane» ©MBDHP*


*Pour tout Contact en vue des amples renseignements :*

1. *Bertrand YAMAHA NDJAMBOU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Sahel, Email : YAMAHAND@unhcr.org, Phone : 05000820*
2. *Amadou OUEDRAOGO, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Sahel, Email : amadou.ouedraogo@Oxfam.org, Phone : 75155583*
3. *Abdoul Kader GUIGMA, Associé à la Gestion de l'Information, Cluster Protection sous national du Sahel. Email : guigma@unhcr.org, Phone: 65504605*